

Une analyse de la crise

Par Thomas Bouvet

Puisqu'il est possible de lire à peu près tout et son contraire sur la crise actuelle, je me suis cru autorisé à en donner une analyse, considérant qu'à défaut de la pertinence de l'académicien ou de l'aisance oratoire du journaliste, j'ai le confort de l'amateur.

Première idée fondamentale : nous ne vivons pas la contagion de la crise financière sur l'économie réelle. La raison en est simple, c'est la crise financière qui résulte de la crise économique. Cette dernière a mûri dans l'ensemble des pays développés depuis les années 80. A l'issue des chocs pétroliers, le maintien à flot des économies dites développées n'a été assuré que par la perfusion de la dette, privée et/ou publique, souscrite auprès du reste du monde, pays pétroliers et pays émergents asiatiques principalement... Accuser les acteurs de la finance d'être à l'origine de la crise économique, c'est accuser un médecin qui tente par un long traitement d'éviter l'amputation de son patient d'être responsable de l'état de son patient. Certes dans le cas présent, le médecin s'est transformé en dealer. Compte tenu de la marge qu'il pouvait retirer de la vente de médicaments devenus drogues le thérapeute redoublait d'imagination pour inventer sans cesse de nouvelles recettes plus invraisemblables les unes que les autres pour éviter que sa victime subisse l'opération... jusqu'à ce que l'épreuve de vérité devienne incontournable.

L'exemple de ces fameuses subprimes est une illustration de la collusion entre victime et médecin : auprès d'une population dont les revenus ne permettaient pas de se payer les maisons qu'on lui construisait, il a été imaginé de lui proposer de souscrire un prêt aux conditions machiavéliques : un taux fixe de 1% annuel les deux premières années pour passer ensuite à un taux variable de l'ordre de 10%. On comprend que les clients ciblés se soient laissé tenter. Deux ans ! C'est très long, le prix de l'immobilier aura le temps de monter et d'ici là on a un logement décent... Les deux ans sont passés très vite et les stocks de subprimes à des taux insupportables pour les créanciers ont vite représenté un niveau intenable, c'était à l'été 2007. Les victimes, compte-tenu des volumes en jeu, ce ne sont pas seulement les souscripteurs de crédit subprime, c'est l'ensemble des Etats-Unis qui avaient inconsciemment inventé un nouvel outil de financement « social » (!). Les subprimes ne sont qu'un exemple parmi l'ensemble des outils qui ont permis de maintenir à flot l'économie américaine, à côté des crédits à la consommation (voiture, appareil électronique), des cartes de crédit...

Lorsque la crise a éclaté, certains hommes politiques ont demandé que les coupables soient punis... coupables qui étaient plutôt à chercher du côté des dirigeants des pays développés concernés... les médecins n'avaient rien fait de répréhensibles en prescrivant des médecines légales. Et les malades n'étaient autres que les économies des pays concernés, devenues incapables de créer les richesses suffisantes pour assouvir les appétits de consommation de leur population. Depuis 30 ans, moins pour certains pays plus sages comme l'Allemagne ou le Canada ou au développement plus récent (et du coup plus violent) comme l'Espagne, les pays développés vivent au-dessus de leurs moyens, avec une accélération au cours des dernières années. Grâce à la mondialisation, les pays consommateurs nets se sont fait financer par les pays producteurs nets... jusqu'au moment où la dette a atteint des niveaux tels que le seul service de la dette pose problème.

Face à un tel diagnostic, quelles solutions préconiser ?

En premier lieu cette explosion de la bulle économique occidentale a eu des répercussions colossales sur le système financier. Celui-ci, qui n'était pas censé jouer le rôle de médecin ni faire crédit au malade, n'était plus en mesure d'assurer son rôle vital dans l'économie. A la crise de crédit, s'est ajoutée une crise de liquidité qui heureusement après le choc du 15 septembre 2008 de la chute de Lehmann a été traitée avec des mesures d'urgence par les politiques et les administrations qui se devaient d'intervenir ; la crise de liquidité semble derrière nous. L'avenir nous dira si les grandes intentions de réformes de fond du système financier, exprimées à l'issue du G20 du 2 avril 2009, seront suivies de décisions qui permettront d'éviter que de nouvelles médecines à effets secondaires trop dangereux puissent à nouveau être prescrites. Cependant nous ne sommes pas à l'abri de la rechute du malade, surtout s'il n'est pas véritablement soigné.

Or, le symptôme originel, le déséquilibre économique mondial, appelle des réponses plus difficiles : il est aisé de vouer aux gémonies les dealers, qui plus est enrichis sur le dos du malade. En revanche demander à ce dernier, c'est-à-dire à l'ensemble des habitants des pays développés, d'accepter un véritable traitement risque d'être douloureux. Lorsque l'on vit au dessus de ses moyens, il n'y a normalement que deux solutions, réduire ses dépenses ou augmenter ses recettes (j'évite de considérer les autres alternatives, la faillite voire la guerre).

Réduire les dépenses est un sujet politiquement et socialement intenable pour un pays démocratique, hors contrainte extérieure. Les motifs pour justifier les plans de relance n'ont donc pas manqué. Un drogué doit être sevré en douceur, mais il doit être sevré. La relance par la consommation a ainsi été appelée de ses vœux par de nombreux économistes, le plus souvent du côté américain. Cependant, si l'on peut comprendre qu'il serait destructeur de laisser des pans entiers de l'économie s'effondrer d'un coup et donc qu'un soutien pour éviter un choc trop brutal apparaît souhaitable dans certains pays, promouvoir la consommation n'est pas une solution pérenne. Tant que les pays consommateurs nets continueront à plus consommer qu'à produire les déséquilibres s'accroîtront et de nouvelles médecines (chinoises ?) devront être inventées...

La seule relance qui peut permettre d'espérer maintenir le train de vie des pays occidentaux est une relance de l'investissement, orientée au maximum dans le sens de la compétitivité et de l'économie de matière. Compétitivité, pour réduire la dépendance vis-à-vis des pays en développement et économie car les matières premières vont devenir de moins en moins bon marché. La montée en puissance de nombreux pays dont la population aspire aux standards de niveaux de vie des pays dits développés aura une double conséquence : ces pays se laisseront d'être les créanciers des pays du G8 et les risques de tension sur les prix des matières premières liés à une hausse de la demande vont redevenir croissant. Passer du G8 au G20, c'est prendre en considération 66% au lieu de 13% de la population mondiale.

L'inflation permettra de sublimer une grande partie de la dette des pays développés. Mais, comme le montre déjà la Chine, les créanciers potentiellement lésés préféreront consommer plus plutôt que de prêter plus. La manière dont s'établira le nouveau partage des richesses est un autre sujet...